



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-TROISIÈME SESSION

Rome, 18 - 22 juillet 2016

SUITE DONNÉE À LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION

Résumé

En novembre 2014, par l'adoption de la Déclaration de Rome et du Cadre d'action à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, les dirigeants mondiaux se sont de nouveau engagés à définir et mettre en œuvre des politiques visant à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et à transformer les systèmes alimentaires afin de garantir à tous une alimentation diversifiée et nutritive. Les produits forestiers peuvent contribuer directement à satisfaire les besoins nutritionnels des populations, en fournissant des aliments de base, des protéines et des produits alimentaires riches en micronutriments. Les combustibles ligneux des forêts constituent une source d'énergie importante pour la cuisson et la transformation des aliments et pour la stérilisation de l'eau. Les produits forestiers peuvent être également un filet de sécurité essentiel pour les ménages vulnérables, en particulier pendant les périodes de soudure, lorsque la nourriture est rare. La FAO s'est engagée dans un certain nombre d'activités visant à aider les pays membres à renforcer la contribution des produits forestiers à la sécurité alimentaire et la nutrition.

I. CONTEXTE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION (CIN2)

1. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), s'est tenue au Siège de la FAO à Rome (Italie) du 19 au 21 novembre 2014. Événement politique de haut niveau, la CIN2 a été la première réunion intergouvernementale mondiale entièrement consacrée aux problèmes nutritionnels du XXI^e siècle à l'échelle de la planète.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mq485

2. La CIN2 avait pour mandat: i) de recenser les progrès réalisés depuis la Conférence internationale sur la nutrition tenue en 1992, de relever les nouveaux défis, de mettre à profit les nouvelles possibilités et de définir des options en matière de politiques permettant d'améliorer la nutrition; ii) de rassembler les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la santé notamment et d'aligner leurs politiques sectorielles afin d'améliorer la nutrition de façon durable; iii) de proposer des options de politiques modulables et des cadres institutionnels de nature à permettre de relever comme il convient les principaux défis nutritionnels dans un avenir proche; iv) d'encourager une grande cohérence, un meilleur alignement et une coordination plus efficace des politiques et des stratégies et de renforcer la coopération, notamment entre les secteurs alimentaire, agricole et sanitaire; v) de mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires à l'amélioration de la nutrition et vi) de définir les priorités de la coopération internationale en matière de nutrition à court et à moyen termes.

3. Au total, 2 200 personnes, dont des représentants de 164 États Membres de la FAO et de l'OMS, d'organisations intergouvernementales, de la société civile et d'organisations du secteur privé ainsi que des parlementaires ont assisté à la Conférence, qui comptait des participants de haut niveau, notamment 85 ministres et invités spéciaux.

4. Les participants à la Conférence ont adopté la Déclaration de Rome sur la nutrition (<http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>) ainsi que le Cadre d'action correspondant (<http://www.fao.org/3/a-mm215f.pdf>). Les dirigeants mondiaux se sont de nouveau engagés à définir et mettre en œuvre des politiques visant à éliminer la malnutrition et à transformer les systèmes alimentaires afin de garantir à tous une alimentation nutritive et diversifiée.

5. Le 1^{er} avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259 proclamant la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition (2016-2025). Dans sa résolution, l'Assemblée demande à la FAO et à l'OMS de diriger la mise en œuvre de la Décennie en collaboration avec les institutions, les mécanismes, les plateformes, les partenaires et les parties prenantes concernés. Elle invite également les gouvernements, les organisations internationales et régionales, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, à appuyer activement la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, notamment au moyen de contributions volontaires.

II. PERTINENCE DES DOCUMENTS FINAUX DE LA CIN2 POUR LE COMITÉ DES FORÊTS

6. Actuellement, la situation nutritionnelle dans le monde est caractérisée par une forte prévalence de la malnutrition (795 millions de personnes concernées, FAO 2015), des carences généralisées en micronutriments et une incidence croissante du surpoids et de l'obésité, qui touchent 1,9 milliard de personnes. Environ 2 milliards de personnes, soit près de 30 pour cent de la population mondiale, souffrent d'une ou de plusieurs formes de carences en micronutriments. D'ici 2030, la baisse de la productivité mondiale due à des maladies chroniques est estimée à 35 000 milliards d'USD (Nugent, 2011)¹. En Afrique et en Asie, la malnutrition sera responsable, à elle seule, d'une diminution de 11 pour cent par an du produit national brut (Horton et Steckel, 2011)².

7. Comme il est indiqué plus en détail dans la section III du présent document, les produits forestiers peuvent contribuer à satisfaire les besoins nutritionnels d'une grande partie des populations rurales, notamment en fournissant des combustibles ligneux pour la cuisson, des produits forestiers qui servent d'aliments de base renforçant l'apport énergétique alimentaire, ainsi que des aliments riches en protéines et en micronutriments qui favorisent une alimentation saine et variée. La Déclaration de Rome et le Cadre d'action sont donc tous deux très importants pour la foresterie et le Comité des forêts (COFO).

¹ Rachel Nugent, *Bringing Agriculture to the Table* (Chicago: The Chicago Council on Global Affairs, 2011).

² Sue Horton and Richard H. Steckel, *Global Economic Losses Attributable to Malnutrition 1900 – 2000 and Projections to 2050*, Assessment Paper, Copenhagen Consensus on Human Challenges (New York: Copenhagen Consensus Center, 2011), <http://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/malnutrition.pdf>

8. En particulier, le Cadre d'action énonce un ensemble d'options et de stratégies volontaires, sous la forme de 60 mesures recommandées, qui indiquent la marche à suivre pour concrétiser les engagements inscrits dans la Déclaration de Rome sur la nutrition. Les recommandations qui sont pertinentes pour la foresterie peuvent être regroupées en trois groupes, comme suit:

- a) Création d'un environnement favorable à une action efficace (recommandations 1 et 3);
- b) Renforcement des mesures à l'appui de systèmes alimentaires durables pour des régimes sains (recommandations 8 et 9);
- c) Amélioration de l'éducation et de l'information nutritionnelles afin de renforcer les capacités (recommandation 19).

III. CONTRIBUTION DES PRODUITS FORESTIERS À LA NUTRITION

Les produits forestiers et leur contribution à la nutrition et aux régimes alimentaires

9. Les forêts occupent un tiers de la superficie terrestre et près d'un tiers de la population mondiale dépendrait des biens et services forestiers pour la fourniture de vivres, de combustible ligneux, de matériaux de construction, de médicaments, d'emplois et de revenus en espèces. Les plantes et les animaux des forêts jouent un rôle important dans l'alimentation de millions de personnes et sont un apport de protéines, de vitamines et de minéraux. Les revenus provenant de la vente de produits et services forestiers permettent à ceux qui en bénéficient d'améliorer leur alimentation et leur nutrition mais profitent également de façon indirecte à l'ensemble de la communauté rurale par le biais de la consommation et de l'investissement.

10. La cuisson est le principal moyen de faciliter l'absorption des nutriments et 2,4 milliards de personnes utilisent des combustibles ligneux à cette fin. Ce chiffre montre à lui seul que les forêts jouent un rôle déterminant dans la nutrition des ménages à l'échelle de la planète. Les combustibles ligneux représentant plus de 50 pour cent de la production mondiale de bois, la gestion durable et l'utilisation efficace de ces produits méritent par conséquent une attention particulière.

11. Ces combustibles sont tout aussi importants pour l'ébullition et la stérilisation de l'eau. Près de 765 millions de personnes (10,9 pour cent de la population mondiale) utilisent l'énergie d'origine ligneuse pour stériliser l'eau par ébullition. En effet, les combustibles ligneux servent à faire bouillir l'eau, qui est souvent le seul moyen dont les communautés forestières disposent pour obtenir de l'eau potable et de l'eau pour la cuisson des aliments. Ils sont également utilisés dans les procédés de conservation des denrées alimentaires (fumage et séchage traditionnels d'aliments par de nombreux ménages), qui permettent d'étendre l'approvisionnement en ressources alimentaires aux périodes sans production. Il faut souligner qu'une mauvaise utilisation des combustibles ligneux entraîne une pollution due à la fumée qui peut provoquer des effets néfastes sur la santé. Cependant, l'utilisation de poêles améliorés peut atténuer ce risque. Produits dans le cadre d'une gestion durable et utilisés de façon efficace, les combustibles ligneux devraient rester, pour une part considérable de la population mondiale à moyen terme et pour de nombreuses populations rurales, la source d'énergie la plus abordable pour la cuisson, la stérilisation de l'eau ainsi que le fumage/séchage des aliments, vu que les autres sources d'énergie ne sont pas facilement accessibles à grande échelle. Il faut cependant que les gouvernements prennent des mesures radicales pour améliorer la gouvernance dans ce domaine, étant donné l'incidence actuelle de la production non durable et souvent illégale de ces combustibles.

12. En jouant le rôle de «réserve génétique» pour les cultures vivrières, les forêts contribuent à maintenir la diversité qui est nécessaire pour que les régimes alimentaires soient de qualité et suffisamment variés. À cet égard, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a élaboré des *Directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et*

*régionaux relatifs à la nutrition*³ (FAO, 2015). Les directives soulignent que «bien utiliser la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture – y compris le large éventail de variétés et cultivars de plantes et races d'animaux divers, ainsi que d'espèces sauvages, négligées ou sous-utilisées – dans les programmes relatifs à la nutrition et à l'agriculture est un excellent moyen de lutter contre toutes les formes de malnutrition.»

13. Les fruits forestiers sont riches en minéraux et en vitamines et les graines et fruits à coque récoltés dans la forêt apportent des calories, des lipides et des protéines en complément des régimes alimentaires. Les racines et les tubercules comestibles fournissent des glucides, et les champignons sont une source de nutriments importants, dont le sélénium, le potassium, et de vitamines. Les feuilles sauvages (fraîches ou séchées) font partie des produits forestiers les plus fréquemment consommés. Elles sont riches en protéines et en micronutriments, y compris la vitamine A, le calcium et le fer, qui font souvent défaut dans les régimes alimentaires des communautés vulnérables sur le plan nutritionnel. Par exemple, les feuilles de moringa (*Moringa oleifera*) ont une teneur élevée en vitamine B, vitamine C, provitamine A sous forme de bêta-carotène, vitamine K, manganèse, et protéines. Elles contiennent également des composés phénoliques et flavonoïdes qui ont des propriétés antioxydantes, anticancérigènes, immunomodulatrices, antidiabétiques, antiathérogènes et hépatoprotectrices. Cinq grammes de poudre de feuilles sont suffisants pour couvrir 80 pour cent des besoins en vitamine A d'un enfant de moins de 3 ans.

14. De nombreux arbres fournissent plusieurs sources de nourriture. Par exemple, le baobab (*Adansonia digitata*) est un arbre tropical à usages multiples utilisé pour ses fruits, mais aussi pour ses feuilles, qui sont fréquemment consommées par les populations vivant dans les zones arides d'Afrique. Le baobab contient de la pulpe de fruit naturellement déshydratée, qui contient cinq fois plus de vitamine C que les oranges (53 mg/100 g de pulpe de fruits), ainsi que des vitamines A, B1, B2 et B6. Une consommation quotidienne de 10 à 20 grammes de pulpe de fruit peut couvrir les besoins d'un enfant en vitamine C. Les feuilles du baobab sont riches en calcium, protéines et fer.

15. Les rongeurs, les grands mammifères, les insectes, les oiseaux (et leurs œufs) et les poissons des forêts sont des constituants alimentaires essentiels pour les personnes qui vivent à proximité des zones forestières. Ils représentent au minimum 20 pour cent des protéines animales du régime alimentaire des populations rurales de plus de 62 pays. On estime que les insectes font partie des régimes alimentaires traditionnels d'au moins 2 milliards de personnes. Plus de 1 900 espèces seraient utilisées comme nourriture. Les insectes comestibles n'ont pas qu'une valeur nutritive car il est, par exemple, beaucoup plus écologique et beaucoup plus facile de produire des protéines de ténébrion jaune (*Tenebrio molitor*) que de produire du bœuf. L'élevage d'insectes comestibles pour l'alimentation humaine et animale exerce moins de pression sur des ressources déjà limitées telles que la terre, les sols, l'eau et l'énergie.

Les produits forestiers comme filet de sécurité pour les ménages vulnérables

16. Utiliser des produits forestiers pour se nourrir est une stratégie qui permet de faire face aux périodes d'insécurité alimentaire, en particulier pour les populations rurales pauvres vivant dans les zones boisées. En effet, les produits forestiers sont souvent disponibles pendant des périodes prolongées, et notamment pendant les périodes de soudure. Ils fournissent ainsi une source de nourriture et contribuent à satisfaire aux besoins nutritionnels des populations dans les périodes où les produits agricoles traditionnels ne sont pas disponibles, lorsque les stocks sont épuisés et lorsque l'argent se fait rare.

17. Dans la région occidentale du Ghana, les produits forestiers non ligneux sont particulièrement importants pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des ménages au cours de la période de

³ Directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition (<http://www.fao.org/3/a-i5248f.pdf>)

soudure (juin-août). Des produits tels que de l'agouti (*Thryonomys swinderianus*), la viande de brousse, les escargots, les champignons, le miel et les fruits sont consommés de 5 à 6 fois par semaine par les ménages à faible revenu.

18. En Afrique de l'Ouest, les fèves de l'arbre *Parkia biglobosa*, courant dans cette région, deviennent, après fermentation, un aliment nutritif riche en protéines (40 pour cent de matière sèche) et en lipides (35 pour cent), qui se conserve plus d'un an sans réfrigération. Les graines arrivent à maturité pendant la saison sèche et fournissent ainsi une nourriture précieuse au milieu de la traditionnelle période de soudure, avant la nouvelle récolte de plantes vivrières. Il est difficile d'obtenir le volume de production annuel car ces produits se vendent en dehors des circuits commerciaux réguliers. On estime cependant que 200 000 tonnes de fèves sont récoltées chaque année rien que dans le nord du Nigéria.

19. Au Sénégal, certains arbustes sauvages tels que *Boscia* spp., qui produit des fruits toute l'année, et *Sclerocarya birrea marula*, qui produit des fruits à la fin de la période sèche, sont le plus souvent utilisés pour répondre aux pénuries saisonnières de vitamines.

Défis à relever

20. Les multiples avantages des forêts pour la nutrition pourraient disparaître. Dans certaines régions, les ressources forestières sont très appauvries, ou sont dégradées en raison de la surexploitation et de l'exploitation non réglementée. La pauvreté, la mauvaise gouvernance, le manque de capacités et l'absence de droits fonciers sûrs pour les communautés locales font partie des principales causes de cet appauvrissement. Il en résulte une perte directe d'aliments nutritifs provenant de la forêt, mais aussi une diminution des réserves de combustibles ligneux (bois de feu, charbon de bois) qui a une incidence de plus en plus grave sur la nutrition dans les zones rurales, ainsi que sur la qualité des aliments consommés en cas de pénurie, du fait d'un temps de cuisson réduit et de la consommation d'aliments insuffisamment cuits. En outre, l'agriculture reste le principal moteur de la déforestation, notamment dans les pays tropicaux et à faible revenu, où les forêts disparaissent en raison de l'expansion de l'agriculture.

21. La dégradation des forêts est une question complexe qui exige des actions à différents niveaux. L'amélioration de la gouvernance des terres, des réformes institutionnelles et foncières, ainsi qu'une volonté politique affirmée sont nécessaires pour ralentir le rythme croissant de la dégradation des forêts. Il faudrait également des programmes de restauration des paysages forestiers dégradés. La réduction de la déforestation, qui est due à l'expansion des zones agricoles, exige un ensemble complet de mesures, notamment une planification intégrée de l'utilisation des terres. Les défis posés par l'utilisation des terres et les possibilités offertes par les forêts et l'agriculture sont examinés en détail dans l'édition 2016 de la *Situation des forêts du monde*.

IV. SUITE DONNÉE À LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION DANS LE SECTEUR FORESTIER

22. En s'appuyant sur son cadre stratégique transversal, et forte de son expérience en matière d'appui à la gestion durable des forêts, la FAO a mis en œuvre un certain nombre d'activités pour aider les pays membres à assurer un suivi des recommandations du Cadre d'action de la CIN2. Ces activités sont présentées ci-dessous pour chacun des trois groupes de recommandations qui sont les plus pertinentes pour les forêts.

Création d'un environnement favorable à une action efficace (recommandations 1 et 3)

23. «Les forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition» était un des principaux thèmes du quatorzième Congrès forestier mondial qui s'est tenu en Afrique du Sud en septembre 2015. Le rôle fondamental des forêts pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des moyens d'existence est l'un des trois messages clés de la «Déclaration de Durban: Vision à l'horizon 2050 pour les forêts

et la foresterie» et a été largement diffusé. Une session spéciale sur l'énergie ligneuse a permis d'attirer l'attention sur le rôle important de la production durable et l'utilisation efficace des combustibles ligneux pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

24. Par ailleurs, la FAO diffuse des bonnes pratiques sur la gestion intégrée des forêts ainsi que des politiques en matière de nutrition et de sécurité alimentaires, et elle s'efforce d'améliorer la collecte de données, notamment sur les revenus tirés des combustibles ligneux et de l'exploitation des forêts, et d'aider les pays à produire des éléments factuels sur les contributions des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition afin de renforcer les engagements politiques.

25. À sa quinzième session ordinaire, tenue en 2015, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture a approuvé les *Directives d'application volontaire pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plans d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition*⁴ en vue d'aider les pays à utiliser au mieux la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans leurs programmes relatifs à la nutrition.

26. La FAO aide les pays à développer leurs plateformes intersectorielles en vue d'accroître la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, un atelier intersectoriel national sur les forêts et la sécurité alimentaire et la nutrition a été organisé en Gambie en décembre 2014 et les travaux réalisés dans ce cadre ont conduit le gouvernement à prendre des mesures pour accroître le nombre de forêts qui seront gérées durablement sur une base communautaire. En outre, un dialogue politique intersectoriel régional pour la région Asie-Pacifique a eu lieu en Chine en avril 2016 aux fins d'examiner le lien qui existe entre la sécurité alimentaire, l'eau et les forêts.

Renforcement des mesures à l'appui de systèmes alimentaires durables pour des régimes sains (recommandations 8 et 9)

27. La FAO contribue au renforcement des capacités des pays membres en vue d'élaborer des politiques et des programmes forestiers plus pertinents permettant de réaliser les objectifs fixés en matière de nutrition et de sécurité alimentaire. Il est à cet égard essentiel de mettre au point et d'expérimenter sur le terrain un cadre d'évaluation intersectoriel des politiques en matière de sécurité alimentaire et de foresterie. L'évaluation contribue à la formulation de recommandations qui facilitent la prise de décisions en connaissance de cause.

28. La FAO élabore actuellement une note d'orientation en faveur d'un cadre cohérent permettant de prendre en compte les résultats obtenus en matière de nutrition et de sécurité alimentaire dans les politiques sectorielles. Cette note comprend un chapitre sur les forêts visant à aider les responsables politiques nationaux à mieux cibler les politiques forestières nationales pour obtenir des résultats dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

29. La FAO fournit également un appui aux approches intersectorielles utilisées dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Le projet régional de renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire et la nutrition, mis en œuvre avec les pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), vise à accroître les capacités des communautés forestières locales, qui peuvent ainsi transformer des produits forestiers non ligneux, accéder aux marchés et améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

Amélioration de l'éducation et de l'information nutritionnelles afin de renforcer les capacités (recommandation 19)

30. La FAO prépare des projets de terrain en Gambie et en Zambie afin d'améliorer la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et la nutrition en mettant l'accent sur les petits exploitants et les communautés forestières. Elle prévoit notamment de développer l'éducation

⁴ <http://www.fao.org/3/a-i5248f.pdf>

nutritionnelle pour promouvoir la diversification alimentaire et encourager la consommation d'aliments riches en micronutriments, y compris les aliments issus des forêts locales.

V. INDICATIONS QUE LE COMITÉ EST INVITÉ À DONNER

31. Compte tenu de l'importance des forêts pour la nutrition, le Comité souhaitera peut-être inviter les pays à:

- intégrer le rôle important des forêts et des arbres hors forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et programmes ainsi que dans les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- prendre des mesures pour promouvoir la production durable de combustibles ligneux, ainsi que l'utilisation sans danger de ces combustibles pour la stérilisation de l'eau et la cuisson des aliments;
- accorder aux communautés locales des droits fonciers sûrs qui leur permettent d'assurer une gestion durable des ressources forestières et ainsi d'augmenter leur contribution à la sécurité alimentaire et la nutrition.

32. Le Comité souhaitera peut-être recommander à la FAO d'aider les pays à:

- formuler des politiques forestières qui comportent des objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, dans le cadre de la réforme des régimes fonciers forestiers;
- renforcer la capacité des institutions gouvernementales et des communautés locales à intégrer des objectifs en matière de nutrition et de sécurité alimentaire dans leurs pratiques de gestion durable des forêts.